



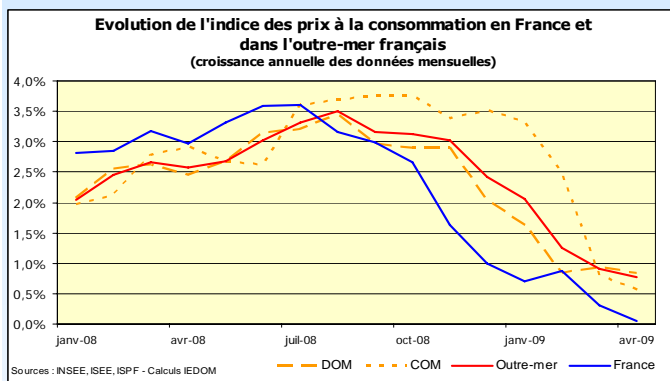
**Ralentissement généralisé dans l'ensemble des géographies ultramarines en début d'année 2009**

*Le ralentissement de la conjoncture dans les économies ultramarines s'est poursuivi au premier trimestre 2009 et touche désormais aussi la Nouvelle-Calédonie. La consommation des ménages, moteur important de la croissance de ces économies, a marqué le pas, sans tirer encore profit de la baisse généralisée de l'inflation. Au niveau sectoriel, les mauvaises performances de secteurs stratégiques, tels que le BTP, pénalisé par une moindre commande publique, et le tourisme, touché par la baisse de la fréquentation due à la crise mondiale, ont eu des conséquences négatives sur le marché de l'emploi. Aux Antilles, la crise sociale a perturbé l'activité économique, pénalisant l'ensemble des secteurs et particulièrement le tourisme.*

**L'inflation : poursuite de l'inflexion dans les DOM, fort ralentissement dans les COM du Pacifique**

L'ensemble des géographies de l'outre-mer français a connu un net ralentissement du niveau général des prix à la consommation en début d'année 2009, moins marqué cependant qu'en métropole. En avril, le taux d'inflation moyen en outre-mer s'établit à 0,8 % contre 0,1 % pour la France entière en glissement annuel.

Ce ralentissement est le résultat de la chute des prix de l'énergie liée au repli des cours mondiaux du pétrole, à une moindre demande intérieure et à une baisse de l'inflation importée.



Ce ralentissement généralisé des prix a été particulièrement notable à la Martinique, où l'inflation annuelle est maintenant pratiquement nulle.

A la Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion, l'évolution de l'IPC a convergé en avril autour de 1,2%. A Mayotte, l'inflation s'est maintenue à des niveaux élevés (de l'ordre de 4,1 % fin mars).

Dans les COM du Pacifique, l'inflation, qui était soutenue jusqu'en janvier en raison d'une certaine inertie des prix des produits pétroliers (autour de 3%), a très nettement marqué le pas à compter du mois de mars et s'est établie à seulement 0,6 % en avril.

**L'emploi : une dégradation moindre qu'en métropole**

Si le marché du travail a continué de se dégrader dans les géographies d'outre-mer au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le repli a été cependant moindre qu'en métropole : l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois est de 13,4 % sur un an fin avril en moyenne dans les DOM contre 25 % en métropole.

La Réunion est le département qui a enregistré la plus forte détérioration de l'emploi sur le trimestre (hausse de 20,4 % du nombre de DEFM sur un an en avril et baisse des offres d'emploi de 4,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008), suivi de la Guyane (+10,4 % du nombre de DEFM).

A la Guadeloupe et à la Martinique, les chiffres de demandeurs d'emploi ont été minorés en début d'année du fait des perturbations des services du Pôle emploi à l'occasion des mouvements sociaux et ne reflètent donc pas la réalité de la situation du marché du travail.

En Polynésie française, l'orientation défavorable du marché de l'emploi en 2008 s'est poursuivie en début d'année 2009, avec une baisse de 3,6 % en mars sur un an de l'emploi salarié dans le secteur marchand. La majorité des entreprises polynésiennes ont adopté d'importantes mesures de réduction de leurs effectifs.

En Nouvelle-Calédonie, l'emploi salarié hors services publics a encore progressé (+3,4 % en glissement annuel à fin mars), notamment en raison de la construction de l'usine du Nord. La croissance du nombre de DEFM (+11,4 % sur un an) reflète essentiellement la montée en puissance des Etablissements Provinciaux de l'Emploi récemment créés.

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois**

|                                  | avr-09  | Var. en avril sur un an |
|----------------------------------|---------|-------------------------|
| <b>Guadeloupe</b>                | 47,8    | 6,1%                    |
| <b>Martinique</b>                | 36,8    | 8,6%                    |
| <b>Guyane</b>                    | 14,2    | 10,4%                   |
| <b>Réunion</b>                   | 91,4    | 20,4%                   |
| <b>DOM</b>                       | 190,2   | 13,4%                   |
| <b>Nouvelle-Calédonie (mars)</b> | 8,4     | 11,4%                   |
| <b>France métropolitaine</b>     | 2 403,9 | 25,0%                   |

Source : DARES, IDCN - Données en milliers  
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A dans les DOM et pour la France métropolitaine

## IEDOM

### **Guadeloupe : la crise sociale a accentué le ralentissement économique**

Entre le 20 janvier et le 4 mars 2009, l'économie guadeloupéenne a été paralysée par un mouvement de grève générale initié par le collectif « LKP » contre la vie chère. Ces mouvements sociaux ont accéléré la dégradation de la conjoncture initiée au cours de l'année 2008.

L'ensemble des composantes de la demande privée est affecté. La consommation des ménages est déprimée : on note une baisse des importations de biens de consommation courante et des ventes de véhicules neufs, évolution confirmée par les premières indications sur les crédits à la consommation. Les achats de logements se sont également fortement réduits. L'importante diminution de l'investissement des entreprises (baisse des importations de biens d'équipements de près d'un tiers sur un an) montre que les réalisations se limitent aux renouvellements indispensables. En outre, les entreprises ont fortement allégé leurs stocks de matières premières.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprises font état d'une forte baisse de l'activité et prévoient un repli important de l'investissement.

A l'exception de la filière du rhum industriel qui affiche une augmentation de 17 % sur un an de ses exportations, tous les secteurs ont été pénalisés par le conflit social.

Le tourisme a été touché de plein fouet après un début de saison prometteur : 10 000 séjours à destination des Antilles ont été annulés, plus d'un tiers des chambres de l'île ont dû fermer lors des événements. Au total, le nombre de touristes est passé à 477 925 contre 622 670 au même trimestre de l'année précédente (passagers hors transit et passagers de croisière). Le segment du tourisme de croisière a enregistré une perte de chiffre d'affaire de 5 à 6 millions d'euros et les professionnels de l'hôtellerie font état d'une baisse de 35 % de leur courant d'affaires.

La campagne sucrière a été lancée avec 2 mois de retard, en raison du conflit social. En outre, la richesse saccharine du sucre produit, en diminution constante, a été impactée ce trimestre par de mauvaises conditions climatiques.

Le BTP, enfin, a affiché des résultats très médiocres, liés en partie à une forte diminution de la construction de logements. La reprise escomptée à la sortie du mouvement n'a pas encore eu lieu. Les ventes de ciments sont en chute de 40 % en cumul sur un an.

### **Martinique : une activité marquée par le conflit social**

La Martinique a également connu un conflit social, similaire à celui de la Guadeloupe, du 5 février au 14 mars 2009, paralysant l'activité économique pendant 38 jours.

Cet arrêt de l'activité économique a amplifié le ralentissement de l'économie martiniquaise observé depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2008.

L'investissement des entreprises comme la consommation des ménages ont été largement impactés par la crise sociale. Les importations de biens d'équipements et de biens de consommation ont brutalement chuté (respectivement de 3 % et 21 %), les immatriculations de véhicules utilitaires et particuliers ont enregistré des baisses importantes. Ces évolutions doivent être rapprochées de différents blocages, dont celui du port, et des fermetures de certains commerces et entreprises.

Au lendemain des conflits sociaux, l'ensemble des secteurs d'activité peine à rebondir. Les indicateurs de l'activité touristique sont préoccupants, avec un taux d'occupation des hôtels de 47 % en mars 2009 contre 72 % en mars 2008. La fermeture des grandes surfaces a fait chuter le chiffre d'affaires de la grande distribution (-33,5 % en cumul sur un an en mars). Le secteur de la construction a été particulièrement pénalisé, notamment par le gel ou l'annulation de projets d'investissements des acteurs privés (les ventes cumulées de ciment ont diminué de 44,1 % sur un an à l'issue des trois premiers mois de l'année). Les entreprises de l'industrie agro-alimentaire ont vu leurs exportations diminuer de 22,6 % entre décembre 2008 et mars 2009.

La vulnérabilité financière des agents économiques s'est fortement dégradée sur le 1<sup>er</sup> trimestre, en particulier celle des personnes morales.

### **Guyane : une conjoncture toujours atone**

En rupture avec une tendance haussière entamée à mi-2006, la Guyane a enregistré un second trimestre consécutif de diminution de son activité. La dégradation de la conjoncture est cependant moins marquée qu'au quatrième trimestre 2008, pénalisé par les 11 jours de blocage routier.

Les ménages ont à nouveau réduit leur consommation, en particulier sur le segment de l'automobile (chute des importations de produits automobiles de 47% sur un an), mais leur investissement en logement est resté bien orienté. Les indicateurs de vulnérabilité financière laissent apparaître une dégradation de leur situation.

Les investissements des entreprises sont peu dynamiques et les chefs d'entreprises anticipent une baisse au cours du trimestre à venir.

L'activité est restée atone, en particulier dans les secteurs du commerce en raison de la baisse de la demande. Le tourisme pâtit de la baisse des frais généraux de la clientèle professionnelle mais la fréquentation hôtelière a été en hausse de 5 points sur la période du carnaval. L'activité du secteur aurifère est restée déprimée, les exportations d'or ont enregistré une nouvelle diminution (-60 % en valeur).

Le secteur primaire et les industries agro-alimentaires ont vu leur activité s'améliorer légèrement. Le secteur du bois a été stimulé par un niveau record du volume de grumes sorties de forêts (71 302 m<sup>3</sup> soit +27,4 % sur un an) ; la production de riz a augmenté de près de 12 % sur un an. Mais, les difficultés de la filière pêche ont perduré, avec la contraction des marchés d'exportations aux Antilles et en Espagne.

Le BTP a connu une légère amélioration, notamment grâce au dynamisme du second œuvre. Au premier trimestre, le volume de ciment vendu était en hausse de 3,8 % en rythme annuel. Les prévisions de la commande publique pour les années 2009 et 2010 sont optimistes, avec une croissance des opérations dans la construction de logements sociaux et de locaux divers, mais les retards dans la mise en œuvre des programmes pourraient peser sur l'activité.

Enfin, le secteur spatial a enregistré le même nombre deancements que l'an dernier à la même période.

### **Saint-Pierre-et-Miquelon : ralentissement saisonnier de l'activité et baisse de la consommation des ménages**

A Saint-Pierre-et-Miquelon, le premier trimestre est caractérisé par une pause hivernale qui contraint certains secteurs à stopper leurs activités. C'est le cas du BTP et du tourisme. Sur un an l'activité dans ces secteurs s'est légèrement réduite (baisse de la fréquentation de l'archipel de 4,6 %). La pêche industrielle (qui prend le relais de la pêche artisanale de décembre à mars) n'a pas enregistré de bons résultats (diminution du tonnage capturé de 16,4 % lors de la campagne 2008/2009). Cependant, l'impact sur le marché de l'emploi a été relativement faible (avec seulement 9 demandeurs d'emplois supplémentaires).

La consommation des ménages s'est repliée, bien que les crédits à la consommation aient continué de croître.

### **La Réunion : le ralentissement s'est poursuivi**

La Réunion a enregistré un quatrième trimestre consécutif de ralentissement de son activité, mais l'ampleur en a été moindre qu'au trimestre précédent.

Les principaux moteurs de la croissance réunionnaise que sont la consommation des ménages et l'investissement ont continué de se replier au 1er trimestre. Les importations de biens destinés aux ménages et de produits alimentaires ont baissé de 19,7 % et 4,3 % sur un an, tandis que les ventes de véhicules de tourisme se repliaient de 25,6 %. Les ventes de véhicules utilitaires et les importations de biens d'équipement ont quant à eux chuté respectivement de 43,3 % et de 27 % sur un an. L'investissement en logement des ménages s'est également ralenti avec une progression des crédits à l'habitat moindre. Si les crédits à la consommation ont légèrement diminué (-0,2 % sur un an), les crédits d'investissements ont encore enregistré une croissance positive mais en net ralentissement (+5,4 % contre +12,9 % au même trimestre de l'année précédente).

Cette mauvaise orientation de la consommation des ménages s'est traduite par des niveaux élevés de stocks de produits finis pour nombre d'entreprises du secteur de l'industrie.

Les échanges extérieurs se sont contractés. La diminution plus forte des importations, du fait du fléchissement de la demande intérieure, a réduit le déficit commercial réunionnais de plus d'un quart par rapport au dernier trimestre, à 825 millions d'€ après 1 110,4 millions d'€.

L'ensemble des secteurs fait état de courants d'affaires négatifs au cours du 1er trimestre, à l'exception du secteur primaire (bonne tenue des filières bovine et porcine, hausse des exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche) et, dans une moindre mesure de l'industrie manufacturière.

Le BTP a enregistré une baisse marquée de son activité, tant sur le segment de la construction de logements que sur celui des travaux publics. Ce secteur subit une phase transitoire entre la fin de grands travaux, comme la route des Tamarins, et le démarrage de futurs projets d'envergure (tram train ou future route du littoral).

Le tourisme a été moins bien orienté qu'au trimestre précédent, avec la diminution du nombre de touristes enregistrés aux aéroports réunionnais (-4 % en glissement annuel à fin mars).

Le redémarrage de l'économie est suspendu à la relance de la commande publique et notamment du début des prochains grands chantiers.

### **Mayotte : le ralentissement de l'activité se confirme**

Mayotte a enregistré un deuxième trimestre consécutif de ralentissement de son activité au premier trimestre 2009. La consommation des ménages s'est contractée sur un an (à l'exception des produits alimentaires). L'investissement des entreprises a été également en repli : les importations en biens d'équipement professionnel ont fortement diminué sur un an (-55 %), mais les crédits à l'équipement ont poursuivi leur tendance haussière avec un rythme de croissance soutenu de près de 30 % sur un an en mars.

Dans la quasi-totalité des secteurs, le volume d'affaire s'est ralenti. Le BTP a été pénalisé par l'arrêt des chantiers prévus en matière de logements libres (opérations en défiscalisation). D'importants chantiers publics à l'instar du port de Longoni se sont achevés en ce début d'année et les perspectives de futurs projets d'infrastructures publiques demeurent incertaines. Les services marchands ont enregistré des niveaux de commande très bas et les exportations du secteur primaire se sont fortement repliées sur un an (les exportations d'essence d'ylang-ylang et de produits aquacoles ont diminué respectivement de 50 % et 18 % en valeur).

Ces évolutions sont toutefois à mettre en perspective avec le fort développement économique qu'a connu Mayotte ces deux dernières années.



## IEOM

### **Nouvelle-Calédonie : début d'un ralentissement de l'activité calédonienne au premier trimestre 2009**

L'économie calédonienne n'a pas résisté au ralentissement généralisé de l'économie mondiale au premier trimestre. L'indicateur du climat des affaires, qui résume les soldes d'opinion des chefs d'entreprises enquêtés par l'IEOM, est passé pour la première fois depuis 2004 en dessous de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages s'est légèrement contractée mais elle reste à des niveaux élevés : les importations de biens de consommation courante sont certes en forte baisse en 2008 mais elles restent supérieures de 20 % au niveau atteint au premier trimestre 2007. Les crédits à la consommation ont continué de croître. L'investissement en logement a gardé un rythme dynamique, porté notamment par une baisse des taux bancaires amorcée en début d'année.

L'investissement des entreprises a été défavorablement orienté, notamment en raison de l'attentisme observé en période préélectorale (élections provinciales du 10 mai 2009). Les inquiétudes liées au texte initial de la LODEOM et les recours en justice contre les mesures de protection tarifaire ont également pénalisé les décisions d'investissement. Toutefois, les crédits d'investissement sont restés orientés à la hausse.

Au niveau sectoriel, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire ont enregistré une croissance de leur activité.

Le tourisme, qui avait jusque là bien résisté à la dégradation du secteur au niveau international, a fléchi au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, en raison d'une moindre fréquentation des touristes non métropolitains (japonais, australiens...). Le mois d'avril apparaît plus promoteur avec un nombre de touristes de 10 % supérieur au même mois de l'année précédente.

Les industries minières et métallurgiques ont affiché un net recul de leur production et de leurs exportations du fait de la contraction de la demande mondiale et de la poursuite de la baisse des cours du nickel.

Malgré l'attentisme des acteurs, le secteur du BTP résiste grâce aux différents chantiers en cours, notamment celui de l'usine du nord.

### **Polynésie française : accentuation de la dégradation de l'activité**

Le ralentissement de l'activité économique de la Polynésie s'est accentué en ce début d'année, sous l'effet d'un repli de la consommation et de l'investissement, ainsi que d'un niveau de stocks particulièrement élevé.

Très peu de secteurs ont enregistré une activité positive. La production de coprah (devenue une source de revenu de substitution à la perle de Tahiti) et les exportations de produits alimentaires ont augmenté respectivement de 18 % et 9 %. La perliculture, qui a enregistré une hausse de ses recettes d'exportations de 15 % sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre, a cependant été pénalisée par la diminution de moitié du prix moyen au gramme de la perle.

Le BTP a été particulièrement touché ce trimestre, notamment du fait de l'arrêt de la commande publique (les dépenses de la Direction de l'Équipement ont diminué de 23 % entre 2007 et 2008). La mise en place de dispositifs publics de prêts bonifiés, qui a stimulé le recours aux prêts au logement des ménages (hausse de 61 % des prêts au logement sur un an), pourrait atténuer la crise que traverse le secteur de la construction, avec la réalisation de nouveaux investissements en logement.

Le tourisme, qui constitue la première ressource propre du pays, a continué de suivre une tendance baissière. Au premier trimestre, seulement 32 786 touristes ont visité la Polynésie, soit près de 10 000 visiteurs de moins qu'au premier trimestre 2008.

En mars 2009, le gouvernement local a lancé un plan de relance visant d'une part à préserver l'emploi (5,4 milliards F CFP) et d'autre part à soutenir l'activité du BTP grâce à des dépenses en équipements publics (7 milliards de F CFP).

### **Wallis-et-Futuna : contraction de la demande intérieure**

Le ralentissement de l'activité à Wallis-et-Futuna, observé depuis la fin de l'année 2008, s'est renforcé au premier trimestre. L'investissement des entreprises a connu un net repli, notamment sous l'effet des difficultés d'accès au crédit et de la suspension temporaire du dispositif de défiscalisation. La consommation des ménages a continué de se contracter, en dépit d'une moindre progression du niveau général des prix (en rythme trimestriel les importations de biens de consommation ont diminué de moitié). Enfin, l'investissement des ménages en logements neufs a poursuivi sa tendance baissière, en l'absence de nouvelles productions financées par l'AFD depuis fin 2004 sur le Territoire.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) et de l'IEOM : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :  
IEDOM-IEOM - 5 rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE  
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 18 juin 2009 - Dépôt légal : juin 2009 - ISSN 1775-0628